



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Inondations dans la région de Valence

Question au Gouvernement n° 130

Texte de la question

INONDATIONS DANS LA RÉGION DE VALENCE

Mme la présidente . La parole est à M. Stéphane Vojetta.

M. Stéphane Vojetta . Mardi dernier, des inondations cataclysmiques ont dévasté la région de Valence, en Espagne. Une vague de boue, conséquence de pluies diluviennes, a semé le chaos et la mort, particulièrement dans les banlieues du sud de Valence, une ville de la taille de Marseille.

À l'heure qu'il est, 217 victimes ont été dénombrées, mais les disparus restent innombrables, hélas. Si aucune victime française n'est pour l'instant à déplorer, nombre de nos compatriotes résidant dans les zones affectées font partie des sinistrés.

En tant que député des Français établis dans la péninsule ibérique, mais avant tout en tant que Français qui vit en Espagne depuis vingt ans, je vous propose d'exprimer le soutien et l'affection de la représentation nationale et de la France tout entière, pour les victimes et les sinistrés, pour l'Espagne et pour son peuple meurtri mais admirable de solidarité. *(Mmes et MM. les députés et les membres du Gouvernement se lèvent et applaudissent.)*

La plus importante catastrophe naturelle que l'Europe a connue au XXI^e siècle a eu lieu à 500 kilomètres au sud de Perpignan. Si loin et si proche, ce drame nous invite à réfléchir à nos systèmes de veille et d'alerte, qui doivent nous permettre d'anticiper ce type d'événements climatiques et leurs conséquences ; aux protocoles à appliquer en cas d'urgence et à la sensibilisation de la population aux situations à risque, notamment en cas de montée soudaine des eaux ; à la gestion de nos cours d'eau ; à notre politique d'aménagement, d'artificialisation des sols et de construction en zones inondables ; ainsi qu'à la résilience de nos infrastructures.

Monsieur le ministre de l'intérieur, alors que nombre d'Espagnols s'insurgent aujourd'hui contre la défaillance de leurs pouvoirs publics et les conséquences d'une décentralisation mal maîtrisée, du point de vue tant de l'anticipation du désastre que de la réponse qui lui est apportée, quel est le degré de préparation de la France à de tels phénomènes ? Votre gouvernement a offert, je le sais, le renfort de nos forces de sécurité civile et même si l'Espagne n'a pas encore saisi notre main tendue, comment la France et l'Europe peuvent-elles épauler notre pays voisin et frère, aujourd'hui dans l'assistance aux sinistrés et demain dans sa reconstruction ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe EPR.)*

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Bruno Retailleau, *ministre de l'intérieur* . Si loin et si proche, ce drame vous a particulièrement touché, je le sais. Il a ému l'Assemblée nationale et le Gouvernement, ce qu'ont respectivement rappelé la présidente et le

Premier ministre.

Dès mardi, alors que j'étais au Maroc, j'ai échangé avec le ministre de l'intérieur espagnol, pour lui proposer le soutien de nos sapeurs-pompiers. Pour l'instant, aucune aide européenne ou internationale n'a été demandée par l'Espagne, mais j'ai assuré son gouvernement que nous pouvions mobiliser du jour au lendemain 250 sapeurs-pompiers et sauveteurs, équipés de l'ensemble des moyens et véhicules qui pourraient être utiles aux secours.

La France est-elle préparée à faire face à de tels événements ? Notre territoire connaît des épisodes cévenols – sans commune mesure avec les intempéries qui ont frappé la région de Valence, comparaison n'est pas raison. Progressivement se constitue une culture du risque, utile à toutes les étapes d'une crise météorologique. Avant la crise, un système de prévision robuste, un système d'alerte – FR-Alert, qui transforme les téléphones en sirènes individuelles – et des plans communaux de sauvegarde, adoptés par presque toutes les municipalités exposées à des risques météorologiques, jouent leur rôle.

Mme Sandrine Rousseau . C'est surréaliste, quand même ! À vous entendre, il suffit d'une sirène pour que tout aille bien ! Comme si équiper la population civile, c'était être tranquille !

M. Bruno Retailleau, ministre . Pendant la crise, la réactivité des sapeurs-pompiers et des maires, fins connaisseurs de leurs territoires, est à saluer : elle permet d'éviter des dizaines de morts. (*Applaudissements sur les bancs des groupes DR et EPR.*)

Mme Sandrine Rousseau . Et le changement climatique ?

M. Bruno Retailleau, ministre . Après la crise vient le temps de la construction et de la réparation. Or nos systèmes assurantiels atteignent leurs limites, puisque beaucoup de communes ne parviennent plus à s'assurer contre les risques liés au dérèglement climatique. Nous devons réfléchir à ce problème, je m'en suis déjà ouvert à Michel Barnier.

À l'avenir, c'est au niveau européen qu'il faudra réagir à de tels événements et mobiliser les forces de sécurité civile. C'est à cette réponse que le Premier ministre m'a chargé de travailler, avec mes homologues.

Données clés

Auteur : [M. Stéphane Vojetta](#)

Circonscription : Français établis hors de France (5^e circonscription) - Ensemble pour la République

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 130

Rubrique : Aide aux victimes

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 6 novembre 2024

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 6 novembre 2024